



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 2005

Groupement enseignement général

CC
Renaud Bondil
C1

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 3 : La construction européenne vous semble-t-elle évoluer vers une Europe Puissance ?

Dans l'Europe, la France recherche la réincarnation et l'Allemagne la rédemption. (H. Kissinger)

Depuis le 1er mai 2004, dix nouveaux pays font partis de l'Union européenne (UE) : Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie, la Slovaquie et la République tchèque.

L'histoire de l'intégration européenne est marquée par l'affrontement de deux conceptions fondamentales. Pour certains, penser l'Europe communautaire, c'est penser avant tout l'indépendance, l'autonomie et la puissance de ce petit morceau de la Terre qui fut et demeure toujours la source principale de la modernité. Ce n'est que dans une telle perspective que l'Europe devient sujet, personnalité et identité. Pour d'autres, au contraire, elle constitue avant tout un espace géographique dont l'organisation doit être source de bienfaits pour ses habitants. On sait que cette seconde vision a largement dominé le chemin accidenté de l'intégration - comme si l'on voulait profiter de l'Europe avant de lui donner une identité commune ou de se soucier de son influence internationale. Le dernier élargissement constitue un palier décisif pour la définition de l'intégration européenne.

Dans une Europe qui peu à peu affirmait sa vocation de puissance, le dernier élargissement risque de bloquer ce processus lent, tant les analyses, les convictions et les idéologies des nouveaux Etats membres (NEM) les portent vers une intégration de type Europe espace.

Cette étude propose de montrer dans une première partie qu'effectivement l'apport des dix nouveaux membres concourt dans une certaine mesure à l'affirmation d'une Europe puissance. Cet effet est essentiellement mécanique, il relève plus de l'arithmétique que de la volonté des Etats. Dans une seconde partie, nous montrerons qu'à l'inverse, les NEM ne participeront pas à court terme à l'affirmation d'une Europe puissance. Préoccuper avant tout par leur sécurité qu'ils jugent indissociable des Etats-Unis, et par le redressement

économique de leur pays, leur vision de l'intégration européenne reste celle d'un espace économique, sans leadership affirmé.

I Le dernier élargissement accroît mécaniquement l'Europe puissance ...

L'Europe est désormais une puissance économique, la première, même, avec ses 475 millions d'habitants. Sa compétitivité industrielle est de très haut niveau. La monnaie unique crée un espace stable. Elle peut, même, concurrencer le dollar en terme de valeur de réserve. Les NEM par l'effet même de leur intégration ont indubitablement renforcé l'affirmation d'une Europe puissance :

- augmentation de la superficie territoriale de près de 25% en passant à presque 4 millions de km², entraînant il est vrai un déplacement du centre de gravité européen vers l'Est ;
- augmentation instantanée de la population avec un gain de 75 millions (mais une implosion démographique à court terme due aux taux de natalité extrêmement défavorables) ;
- des économies avec un taux de croissance souvent compris entre 4 et 6% par an permettant de rattraper les pays de l'UE15 en quelques lustres;
- un poids représentatif accru de l'UE25 au plan international puisque l'Europe compte autant de voix que de membres (OMC, FAO...);
- apport de Chypre et Malte qui font de l'Europe la première puissance maritime mondiale, représentant 26% de la flotte mondiale ;
- renforcement du rôle international de l'Union au travers des opérations extérieures menées par les NEM.

Le dernier élargissement, en accroissant le nombre d'Etats membres de quinze à vingt cinq renforce irréfragablement l'Europe puissance. Augmentation significative de l'espace physique, de la population, mais aussi des capacités financières, économiques, militaires sont autant de corrélats de cet élargissement de mai 2004 . Néanmoins, ces apports ne doivent rien à la volonté des nouveaux Etats membres. Ils découlent simplement de l'agrégation de ces pays à la Communauté européenne.

II ...mais les NEM veulent-ils d'une Europe Puissance ?

Les pays du dernier élargissement s'opposent à l'affirmation d'une Europe puissance, par la finalité politique et le système institutionnel qu'ils recherchent.

Finalité politique

- *Solidarité* : Pour les NEM, la notion de solidarité est essentielle. L'adhésion à l'Union doit se traduire pour eux par un rattrapage économique. Mais cela ne correspond pas au sens de la construction européenne pour laquelle le marché unique n'est qu'un préalable à la construction politique ;
- *Elargissement* : il devrait maintenant faire place à un approfondissement afin de faire vivre un projet politique. Les nouveaux voisins de l'UE 25 n'ont pas vocation à devenir membres, au moins à moyen terme, comme la Pologne le voudrait pour la Biélorussie et l'Ukraine ;
- *Défense* : L'OTAN reste au centre du système de défense pour la plupart des nouveaux membres, comme le stipule l'article I-47 du projet de Traité constitutionnel. Les NEM n'ont pas compris les motivations profondes de la construction européenne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : il s'agissait bien de faire sortir de la crise l'Europe en permettant aux Etats européens de récupérer collectivement ce qu'ils avaient perdu individuellement en se détruisant au cours de deux guerres mondiales successives : puissance et influence dans le monde. Les NEM n'ont perdu aucune puissance ni influence dans le monde : ils ne les ont jamais possédées. Ces Etats n'ont pour la plupart trouvé ou retrouvé leur souveraineté qu'à la faveur de la destruction réciproque d'autres puissances, comme l'Allemagne, la Russie ou l'Autriche-Hongrie. Quant à la Seconde Guerre mondiale, elle n'a pas impliqué un abaissement stratégique face aux Etats-Unis et à la Russie soviétique.

Le dernier élargissement va, par tropisme des nouveaux Etats membres, déboucher sur des préoccupations internes de l'Europe. Les questions économiques, sociales intra-européennes vont monopoliser le débat et les énergies de l'Union à court et moyen termes. Au-delà de ce socle économique à restaurer, il faudra en outre tenir compte des aspirations politiques des nouveaux membres, en particulier en rapport avec les nouvelles frontières de l'Union. Ainsi, les priorités politiques de l'Union ne concerneront pas d'abord l'affirmation d'une Europe puissance.

Système institutionnel

Intégration différenciée : Les NEM sont totalement opposés à cette intégration à la carte où ils perçoivent une remise en cause de l'égalité des Etats au sens politique. Ne pas appartenir au premier cercle (avant-garde et coopérations renforcées, UEM) signifie :

- la persistance d'un fossé avec le deuxième cercle (autres Etats membres), qui ne sera jamais comblé. Cela est d'autant plus choquant pour les NEM qu'ils ont déjà réalisé des efforts considérables pour rallier les critères de Copenhague. Ils y voient la résurgence d'un nouveau rideau en Europe.
- l'impossibilité pour le second cercle de modifier les objectifs, les visées à long terme communautaires, puisque n'étant pas dans le groupe des décideurs,.

Double majorité : L'opposition polonaise à la double majorité décisionnelle (72% des voix et 62% de la population) traduit leur désir de posséder une minorité de blocage. Cela serait la garantie de pouvoir s'opposer à un leadership quel qu'il soit. Culture du compromis et volonté de ne pas avoir de mécontents s'oppose évidemment à la notion de puissance en niant les conditions du leadership.

L'élargissement de l'Union européenne appelait une nouvelle organisation, basée sur une prise en compte intelligente et efficace des différences. En refusant toute différenciation, les PECO et notamment la Pologne ont provoqué un scepticisme quant à la capacité de réaliser une intégration politiquement ambitieuse dans le cadre de l'Union élargie.

Il en est de même pour le leadership. C'est un lieu commun politique et sociologique que plus un groupe grandit plus il lui faut être structuré en interne. Les PECO en se refusant au débat sur le leadership ont écarté la recherche d'une solution institutionnelle adéquate. L'Europe ne pourra même pas rêver de puissance tant sera grande son impuissance.

CONCLUSION

L'ambition européenne doit bien être la création de cette Europe puissance. Les PECO, comme les autres Etats membres doivent accepter pour cela de recourir à des intégrations spécifiques, c'est-à-dire d'envisager une union politico stratégique spécifique basée sur un leadership particulier, celui du couple franco-allemand. Cette union sera ouverte à tous ceux qui partagent ces objectifs politiques ainsi que ces exigences institutionnelles. Malgré leurs réticences, les PECO ont bien évidemment vocation à participer pleinement à cette affirmation d'une Europe puissance, au travers de projets d'intégration, y compris dans le domaine de sécurité et de défense. Ils y sont actuellement foncièrement opposés. Néanmoins leur position n'est pas immuable, la compréhension historique, les intérêts sont des facteurs politiques variables et changeant. Au-delà, c'est sans doute l'absence de clarté dans la finalité politique de ce projet qui est à l'origine de la position des PECO. Ceci est sans doute à l'origine de leur dogmatisme sur la solidarité et l'égalité entre les membres évoqués précédemment.

Sans doute la formation d'une Europe puissance nécessitera-t-elle des actions de coopération spécifiques dépassant le traité constitutionnel actuel. Ces deux Europes, l'avant-garde et l'Union élargie devraient finalement converger, créant un ensemble à la fois économiquement puissant, stratégiquement indépendant et politiquement uni. Les pays d'Europe centrale et orientale pourraient assurément y trouver une place respectable et méritée.